



SECRETARIAT

AS/Jur (2015) CB 06

5 octobre 2015

Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Carnet de bord de la réunion tenue à Strasbourg du 28 septembre au 1^{er} octobre 2015

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Strasbourg du 28 septembre au 1^{er} octobre 2015 sous la présidence de M. Michael McNamara (Irlande, SOC), 1^{er} Vice-Président, le lundi 28 septembre, puis de M. James Clappison (Royaume-Uni, CE), Président, en ce qui concerne :

- **le lundi 28 septembre 2015 à 14h00,**
- **Après Dublin : le besoin urgent d'un véritable système européen d'asile** (*Rapporteur pour avis : M. Boriss Cilevičs, Lettonie, SOC*) (*Rapporteur pour la commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées : M. Michele Nicoletti, Italie, SOC*) : a examiné un rapport déposé par la commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées et a examiné et approuvé l'avis de la commission ;
- **Liberté de religion et vivre ensemble dans une société démocratique** (*Rapporteur pour avis : Sir Edward Leigh, Royaume-Uni, CE*) (*Rapporteur pour la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias : M. Rafael Huseynov, Azerbaïdjan, ADLE*) : a examiné un rapport déposé par la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias et a examiné et approuvé l'avis de la commission ;
- **Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme** (*Rapporteur : M. Klaas de Vries, Pays-Bas, SOC*) : a examiné et approuvé un addendum au rapport ;
- **Détention administrative** (*Rapporteur : Lord Richard Balfe, Royaume-Uni, CE*) : a examiné une note introductive. A accepté de demander au Bureau une prolongation du renvoi jusqu'au 31 décembre 2016. A accepté la demande du rapporteur d'inviter trois experts à une audition sur ce sujet lors d'une prochaine réunion (un expert en ce qui concerne le sujet du doc. 13746 : proposition de résolution sur « Quand les droits de l'homme assurent la protection d'individus qui représentent une menace pour la sécurité nationale » qui a été renvoyé à la commission pour l'inclusion dans ce rapport suite à la décision du Bureau le 31 août 2015) ;
- **Questions diverses :**
 - **Article 52, enquête, CEDH** : a pris note d'une note d'information présentée au nom du Président suite à son échange de vues sur le sujet avec le Secrétaire général du Conseil de l'Europe durant la partie de session de juin 2015 ; et a salué l'initiative de celui-ci de demander des informations à toutes les Parties contractantes au sujet de détentions et de restitutions illégales de la CIA ;

- **Prolongation des renvois** : a accepté de demander au Bureau la prolongation des renvois suivants :
 - « Adhésion de l'Union Européenne à la Convention européenne des droits de l'homme : élection de juges » (nomination d'un nouveau rapporteur le mardi 29 septembre) jusqu'au 31 décembre 2016 ; et
 - « Les droits de l'homme dans le Caucase du Nord : quelles suites donner à la Résolution 1738 (2010) ? » jusqu'au 30 avril 2016 (Rapporteur : M. Michael McNamara, Irlande, SOC) ;
 - **Déclassification du procès-verbal** : a accepté de déclassifier la partie du procès-verbal de la réunion qui a eu lieu à Erevan les 19-20 mai 2015 relative à l'audition sur « Les droits de l'homme dans le Caucase du Nord : quelles suites donner à la Résolution 1738 (2010) ? » ;
 - **Sous-commissions** : a accepté d'ajouter M. Tom Pakalén (Finlande, CE) à la sous-commission sur les problèmes criminels et la lutte contre le terrorisme et suite à des changements dans des délégations, d'ajouter les personnes suivantes de la liste d'attente à la sous-commission des droits de l'homme : Lord Richard Balfe (Royaume-Uni, CE), M. Leonid Yemets (Ukraine, PPE/DC) et M. Georgi Logvynski (Ukraine, PPE/DC). A également accepté d'ajouter M. Frank Schwabe (Allemagne, SOC) et Mme Sirkka-Lissa Antilla (Finlande, ADLE) de la liste d'attente à la sous-commission sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ;
- **le mardi 29 septembre 2015 à 08h15,**
 - **Visite à la Cour européenne des droits de l'homme** : la commission ainsi que des membres de la commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme ont visité la Cour pour un échange de vues sur le travail et l'organisation de la Cour ;
 - **le mardi 29 septembre 2015 à 14h00,**
 - **L'abolition de la peine de mort dans les Etats membres et Observateurs du Conseil de l'Europe, du Bélarus et dans les Etats partenaires pour la démocratie – aperçu de la situation actuelle** (Rapporteuse générale sur l'abolition de la peine de mort : Mme Marietta Karamanli, France, SOC) : a discuté d'une note d'information préparée par la rapporteure générale ;
 - **Recours juridiques contre les violations des droits de l'homme commises dans les territoires ukrainiens se trouvant hors du contrôle des autorités ukrainiennes** (Rapporteuse : Mme Marieluise Beck, Allemagne, ADLE) : en raison de l'absence de la rapporteure, a décidé de reporter l'examen de la note introductive jusqu'à sa prochaine réunion ;
 - **Le crash de l'avion polonais TU-154 transportant la délégation polonaise, le 10 avril 2010 sur le territoire de la Fédération de Russie** (Rapporteur : M. Robert Neill, Royaume-Uni, CE) : a examiné une note introductive et a accepté la demande du rapporteur d'obtenir des informations de la part des autorités russes et polonaises et d'inviter deux experts à une audition sur le sujet prévue pour la réunion du 8 décembre à Paris (sous réserve de la disponibilité de fonds) ;
 - **Nomination de rapporteurs** :
 - Adhésion de l'Union Européenne à la Convention européenne des droits de l'homme : élection de juges (nomination d'un nouveau rapporteur suite à la démission de M. Jordi Xuclà, Espagne, ADLE) : a nommé M. Luc Recordon (Suisse, SOC) ;
 - Garantir l'accès des détenus à un avocat : a nommé Mme Marietta Karamanli (France, SOC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
 - Demande de statut de partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire présentée par le Parlement de Jordanie (pour avis) (nomination d'un nouveau rapporteur suite à la démission de M. James Clappison, Royaume-Uni, CE) (Rapporteuse pour la commission des questions politiques et de la démocratie : Mme Josette Durrieu, France, SOC) : a nommé M. Jordi Xuclà (Espagne, ADLE) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;
 - **Réponses du Comité des Ministres aux recommandations émanant de la commission** : a pris note de la réponse du Comité des Ministres sur la Recommandation 2063 (2015) de l'Assemblée sur

« La protection des témoins : outil indispensable pour la lutte contre le crime organisé et le terrorisme en Europe » ;

- **le mercredi 30 septembre 2015 à 14h00,**
- **Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme** (Rapporteur : M. Klaas de Vries, Pays-Bas, SOC) : a examiné et pris position sur un amendement au projet de résolution ;
- **le jeudi 1^{er} octobre 2015 à 08h30,**
- **Sous-commission des droits de l'homme** : en l'absence de la Présidente et de la Vice-Présidente de la sous-commission, a entendu une déclaration de M. Boriss Cilevičs (Lettonie, SOC), membre de la sous-commission, sur sa réunion tenue à Strasbourg le 30 septembre 2015, et a approuvé les propositions de la sous-commission concernant la liste des candidats au Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) soumise par la délégation parlementaire de la Fédération de Russie ; a approuvé la proposition de la sous-commission de faire rejeter par le Bureau la liste proposée par la délégation maltaise et qu'une nouvelle liste soit soumise ; et, en ce qui concerne la pression sur les interlocuteurs du CPT, a accepté la proposition de la sous-commission de demander au Bureau de saisir la commission pour un rapport sur l'intimidation et représailles contre des personnes qui dénoncent les mauvais traitements ;
- **Abus de la détention provisoire dans les Etats parties à la Convention européenne des droits de l'homme** (Rapporteur : M. Pedro Agramunt, Espagne, PPE/DC) : a examiné et pris position sur 13 amendements au projet de résolution ;
- **Renforcement de la protection et du rôle des défenseurs des droits de l'homme dans les Etats membres du Conseil de l'Europe** (Rapporteuse : Mme Mailis Reps, Estonie, ADLE) : en l'absence de la rapporteure, a tenu une audition avec la participation de Mme Souhayr Belhassen, Présidente d'honneur, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Paris, et M. Andrew Anderson, Directeur adjoint, *Front Line Defenders*, *The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders*, Dublin ;
- **Prochaines réunions** : a pris note des prochaines réunions :

Commission plénière :

- Paris, 2 novembre 2015 (Bureau du Conseil de l'Europe)
- Paris, 8 décembre 2015 (Bureau du Conseil de l'Europe).

La sous-commission des droits de l'homme (de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme), réunie à Strasbourg le 30 septembre 2015 à 14h, sous la présidence de Mme Inese Lībiņa-Egnere (Lettonie, PPE/DC), Vice-Présidente, en ce qui concerne :

- **Comité européen pour la prévention de la torture (CPT)** : a examiné et fait des recommandations à la commission plénière concernant la liste des candidats au CPT au titre de la Fédération de Russie. A décidé de recommander à la commission plénière qu'elle propose au Bureau le rejet de la liste de la délégation maltaise et qu'une nouvelle liste soit demandée ;
- **Suivi du rapport annuel du CPT : pression sur les interlocuteurs du CPT** : a tenu une discussion avec des représentants des délégations de l'Arménie, la Grèce, la République de Moldova et l'Ukraine, et a pris note que les délégations de la Russie et de l'Espagne n'avaient pas encore transmis une réponse à la lettre de la Présidente. A accepté la demande de la proposition de la Présidente de soumettre une demande à la commission plénière et, suite à son approbation, de la transmettre au Bureau, afin que la commission des questions juridiques et des droits de l'homme soit saisie pour un rapport sur cette question ;

- **Déclaration publique du CPT relative à la Bulgarie** : a tenu un échange de vues avec Mme Dzhema Grozdanova, Chef de la délégation bulgare et M. Andrey Jankulov, Vice-ministre de la justice de la Bulgarie.

Andrew Drzemczewski, Günter Schirmer, Agnieszka Szklanna, Anne-Katrin Speck

- cc. Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire
Directeur Général, Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
Secrétaire Général du Congrès
Secrétaire du Comité des Ministres
Directeurs Généraux
Directeur de Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
Directeur du bureau du Commissaire aux droits de l'homme
Directeur de la Communication
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe